

Comment les Belges voient leur système socio-politique

De kijk van een publieke opinie op de Belgische maatschappij

★

Introduction

Les articles qui vont suivre constituent une première analyse des résultats de l'enquête AGLOP-GLOPO. Ces articles seront surtout descriptifs et doivent être plus conçus comme un « premier dépouillement commenté » que comme une première tentative d'explication théorique.

Dans cette introduction, on se contentera de préciser quelques aspects techniques de la recherche, ce qui permettra au lecteur de mieux saisir l'intérêt comme les limites de ce travail, et de mieux évaluer les premiers résultats qui s'ensuivent.

Il convient de rappeler tout d'abord que cette recherche a permis d'instaurer une collaboration interuniversitaire étroite. Elle s'est tout d'abord manifestée dans la composition du groupe de travail constitué par l'Institut belge de Science politique. Elle s'est ensuite concrétisée au niveau de l'exécution elle-même. En effet, les interviews ont été réalisées par l'Institut Universitaire de Sondages d'Opinion Publique (INUSOP, ULB) et le traitement, comme la conservation des données, ont été exécutés par les Archives Belges de Sciences Sociales (BASS, UCL).

L'enquête a été réalisée en mars-avril 1975. L'échantillon est celui qui est utilisé dans le système de « panel » de l'INUSOP. Un panel est un échantillon conservé pour un certain temps afin de pouvoir poser aux mêmes individus des questions échelonnées dans le temps. Ceci permet de représenter l'évolution des attitudes. Il est à souhaiter, d'ailleurs, que

certaines questions d'AGLOP-GLOPO pourront être répétées dans l'avenir.

Cet échantillon est stratifié par région. Il comprend 502 individus en Wallonie, 522 à Bruxelles et 497 en Flandre. Lorsqu'on traitera, dans les articles qui suivent, des résultats par région, ce sont donc sur ces trois sous-échantillons qu'ils portent. L'échantillon pour la Belgique comprend l'ensemble des individus, soit 1521, mais avec une pondération qui donne à chaque région son poids réel dans la population. Les résultats pour la Belgique sont donc valables pour la population belge comme telle.

L'échantillon est-il réellement représentatif ? Les variables d'« identification », portant sur des catégories sur lesquelles on possède des informations statistiques, offrent une correspondance tout à fait valable. On juge parfois de la représentativité d'un échantillon d'une enquête politique d'après la correspondance entre la variable du vote aux dernières élections législatives et les résultats officiels de ces élections. Dans l'enquête AGLOP-GLOPO, on trouve cependant un haut niveau de non-réponses à cette question (27 % pour la Belgique). C'est le cas de la plupart des enquêtes réalisées en Belgique, ce qui rend la correspondance avec les résultats réels difficile à établir. A cela s'ajoute que les répondants ont pu oublier leur vote aux élections législatives de 1974, ou se tromper dans leur souvenir. Il reste que si l'on prend la variable vote pour la Belgique et si l'on distribue, selon un critère purement hypothétique, les non-réponses à chaque parti dans une proportion égale à la proportion de ce parti dans l'échantillon, les différences pour le PSC/CVP, le PLP/PVV, le PSB/BSP, le FDF/RW et la VU vont de $\pm - 2,5$ % à $+ 2,5$ % par rapport au résultat réel des élections. Toutefois, au niveau régional, on observe des différences plus marquées apparaissant au niveau régional. Si l'on retient des écarts de plus de 5 % (toujours après répartition des non-réponses), on trouve, en Wallonie, une sur-représentation du PSB et une sous-représentation du RW ; à Bruxelles, une sous-représentation de la VU ; en Flandre, une sous-représentation du BSP.

Il se pose aussi un problème particulier pour Bruxelles. Comme on le sait, les élections législatives de 1974 ont vu apparaître un cartel FDF-PLDP. Il semblait cependant utile de pouvoir distinguer les électeurs d'origine libérale et les électeurs d'origine FDF, notamment pour comparer avec les autres régions. Comme d'autre part, il est apparu que les répondants eux-mêmes identifiaient mal le cartel, cette solution s'est avérée comme la seule possible. Le vote pour Bruxelles sera donc présenté avec les dénominations PLP/PVV et FDF séparées. Si l'on voulait étudier le cartel comme tel, il faudrait additionner les voix PLP ($- \pm 3$ % pour la liste dont la dénomination était en 1974 « PLP ») et les voix

FDF. L'ensemble est par ailleurs sur-représenté sur l'échantillon. Il faut ajouter que, pour Bruxelles toujours, il était impossible d'individualiser le cas des partis traditionnels flamands, vu le faible nombre de leurs électeurs dans l'échantillon. On a donc associé les partis traditionnels francophones et flamands.

Un heureux hasard donne un moyen efficace de juger de la validité de l'échantillon. On trouve en effet des questions identiques dans l'enquête AGLOP-GLOPO et dans une enquête réalisée par la CEE pour son « Euro-Baromètre » (Euro-Baromètre, n° 3, Commission des Communautés Européennes, juin-juillet 1975). Exécutés par un autre institut de sondage (DIMARSO-INRA), à la même époque (mai 1975), les résultats sont très semblables. Par exemple, répondant à une question sur l'appartenance de la Belgique au Marché Commun, on trouve dans les deux sondages 57 % de répondants pour lesquels il s'agit d'« une bonne chose », 5 % pour lesquels il s'agit d'« une mauvaise chose » et dans le sondage AGLOP-GLOPO, 25 % pour qui il s'agit d'« une chose ni bonne ni mauvaise » tandis que dans le sondage CEE, ce nombre est de 21 %. D'autres questions montrent une aussi bonne correspondance. Cette comparaison permet de penser que l'échantillon de l'enquête AGLOP-GLOPO présente de bonnes garanties de représentativité pour le nombre d'individus qu'il contient.

Il faut signaler enfin que parmi l'ensemble des questions du questionnaire, les questions complexes ont été posées sur le mode de l'interview direct, les autres questions ayant fait l'objet de réponses par les répondants eux-mêmes après réception par la poste d'un questionnaire écrit.

Les Archives Belges de Sciences Sociales (BASS) ont réalisé la mise au point des fichiers et la vérification des données par des programmes d'ordinateurs spécialisés. Elles conservent les données sur bandes magnétiques afin qu'elles puissent faire l'objet d'une utilisation immédiate.

